

Communiqué de presse du lundi 9 septembre 2019



Changeons les programmes, par le climat !

Fondé fin 2018, le collectif Enseignant.e.s pour la planète regroupe une centaine d'enseignant.e.s, de la maternelle à l'enseignement supérieur, qui oeuvrent pour une meilleure prise en compte des crises environnementales dans les établissements de formation.

Le collectif s'adresse aujourd'hui aux associations représentant les enseignant.e.s des différentes disciplines et aux responsables des instituts de formation des enseignants (INSPE) pour leur demander de prendre position et d'agir en faveur d'une réelle intégration des crises environnementales dans les programmes.

Contacts : enseignantspourlaplanete@riseup.net
Site : <https://enseignantspourlaplanete.com/>
Twitter : @e_planete

En cette rentrée scolaire, le ministre de l'Éducation nationale, J.-M. Blanquer s'est engagé à faire de l'école « l'avant-poste de la transition écologique » et notamment à placer la question environnementale au cœur des programmes.

Dans la brochure « Réussir ensemble » diffusée à cette occasion, il est indiqué qu'au lycée « les nouveaux programmes, qui entrent en vigueur à la rentrée 2019, font une place significative aux enjeux climatiques et environnementaux ».

Sont ensuite détaillés les différents éléments des programmes plus ou moins liés à ces questions : quelques points en SVT et un thème d'histoire géographie en Seconde, les causes humaines du changement climatique dans l'enseignement scientifique ainsi que la défense de l'environnement pour l'enseignement moral et civique en Première. Sont également prévu un axe d'étude « innovations scientifiques » et responsabilités dans l'enseignement des langues vivantes et un thème est consacré à l'environnement dans l'enseignement de spécialité histoire-géographie, géopolitique et sciences politiques en Terminale.

Nous, membres du collectif Enseignant.e.s pour la planète, estimons que, loin de l'auto-satisfaction affichés du ministère, la place accordée aux enjeux climatiques et environnementaux reste bien en-deçà des défis et des crises auxquels fait déjà face notre société, et ceux encore plus grands auxquels seront confrontées les générations à venir.

Ces questions ne devraient pas constituer des « thèmes » abordés de façon ponctuelle dans l'année, et seulement dans certaines matières, mais bien le point de départ à toute réflexion actuelle sur notre monde. Aussi bien la physique-chimie que la littérature ou la philosophie devraient donner des clés pour comprendre mais aussi penser les changements à venir. Préparer des citoyen.ne.s pour le monde de demain devrait aussi signifier leur donner les outils concrets, pratiques pour développer des façon de vivre plus sobres, plus résilientes : plutôt que de tout axer sur le numérique, donner de la place à des enseignements pratiques (permaculture, bricolage, cuisine) qui permettent de reprendre le contrôle sur sa production et sa consommation.

En juin dernier, l'Association des professeurs de sciences économiques et sociales (APSES) [appelait](#) à une meilleure intégration des enjeux environnementaux dans les programmes de SES.

Aujourd'hui, nous adressons un courrier aux différentes associations disciplinaires du secondaire et aux enseignant.e.s du primaire, leur demandant de suivre cet exemple et d'appeler eux et elles aussi à un changement des programmes, pour que l'environnement ne soit plus une variable parmi d'autre, mais un élément central dans l'éducation dispensée aux élèves.

Nous demandons également aux établissements de formation des futur.e.s enseignant.e.s, les INSPE, d'intégrer dans leurs nouvelles maquettes des modules de formation – initiale et continue – sur les enjeux environnementaux et les façons de les enseigner. En effet, au-delà des nécessaires connaissances relatives à ces questions, il faut que nous soyons armé.e.s au mieux pour pouvoir aborder de façon la plus honnête possible avec nos élèves des sujets parfois difficiles, pour pouvoir leur dire la vérité sur les dérèglements climatiques, l'effondrement de la biodiversité et l'inaction de nos dirigeants actuels.

